



GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

N° 139.

LUNDI, 9 Mai 1808.

EXTÉRIEUR.

RUSSIE.

Petersbourg, le 26 mars.

DÉCLARATION.

L'EMPEREUR a prévenu tous les cabinets de l'Europe, il a instruit ses propres sujets de la persévérance avec laquelle il avait fait valoir auprès du roi de Suède ses droits fondés sur des traités, réclamant la coopération de ce prince contre l'Angleterre.

Après cette démarche faite depuis plus d'un mois, l'Empereur a appris avec peine que lorsqu'il mettait tant de soin à conserver l'amitié entre la Russie et la Suède, cette dernière puissance recherchait et préférait celle de l'Angleterre son ennemie.

S. M. I. n'avait pas dissimulé, ni au roi de Suède, ni à l'Europe entière, que le salut de ses peuples exigeait qu'elle eût recours à tous les moyens que la Providence ne lui avait accordés que pour qu'elle en usât afin d'assurer la prospérité de son Empire.

S. M., fidèle à sa propre modération, avait encore annoncé qu'elle était prête à convertir la mesure à laquelle elle avait recours, en une mesure de pure prudence, si le roi de Suède se portait tout de suite et sans délai, à acquiescer ses engagements et coopérait avec elle et le roi de Danemarck à tenir la Baltique fermée aux flottes de l'Angleterre.

Le silence que gardait le roi, les avertissements donnés par les feuilles publiques d'un traité qui va mettre à la disposition de ce monarque, des subsides, une flotte et une partie des troupes de la Grande-Bretagne, tout parlait et déposait des sentimens de ce prince envers la Russie; tout prouvait que l'Empereur attendait en vain un changement favorable dans les sentimens du roi, et qu'il était tems que S. M. garantît une fois pour toutes, ses sujets des maux que l'on concertait contre eux en secret.

S. M. se trouve maintenant obligée de changer le caractère de ses mesures.

Elle vient d'apprendre que, le 3 mars (20 fév.), son ministre à Stockholm y a été mis en état d'arrestation par ordre du roi; que par son ordre encore toute la mission de Russie venait d'être réunie dans le même logement, afin d'y être également recluse; que ce monarque s'était permis de faire apposer le scellé sur les archives et la correspondance du ministère, et que toute la mission est gardée par la force militaire.

Elle a par conséquent à réclamer contre un attentat commis contre les prérogatives et la dignité de la couronne; et c'est la cause de toutes les puissances, non pas seulement la sienne. Le corps diplomatique qui réside à Stockholm l'a si bien senti, qu'il a protesté sur-le-champ contre cet attentat sans exemple, excepté chez les Turcs.

S. M. pouvait user de représailles. Elle a préféré de prescrire à son ministère de redoubler de soins et de prévenances à l'égard de l'ambassadeur de Suède qui se trouve encore à Petersbourg, et de veiller à ce qu'il pût en sortir à son gré, sans éprouver aucune peine ni le plus léger désagrément, soit ici, soit sur sa route.

L'Empereur informe maintenant toutes les puissances de l'Europe, que dès ce moment il regarde la partie de la Finlande jusqu'aujourd'hui réputée suédoise, et que ses troupes n'ont pu occuper qu'à la suite de divers combats, comme une province conquise par ses armes, et qu'il la réunit pour toujours à son Empire.

S. M. attend de la Providence qu'elle voudra bien bénir encore ses armes dans la continuation de cette guerre, et qu'elle l'assistera à éloigner des frontières de son Empire tous les maux auxquels les ennemis de la Russie cherchaient à l'exposer.

Fait à Petersbourg, le 16 mars 1808.

Du 15 avril.

Convention entre Leurs Excellences MM. de Suchtelen, général en chef, ingénieur et quartier-maître-général des armées de S. M. l'Empereur de toutes les Russies; chevalier des Ordres de Saint-Alexandre Newsky, de Saint-Georges, de Saint-Vladimir et de Sainte-Anne;

commandeur de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

Et de Cronstedt, vice-amiral au service de S. M. le roi de Suède, chef de l'escadre et commandant de la forteresse de Sweaborg, commandeur et chevalier grand-croix de l'Ordre de l'Épée, et commandeur de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem; baillif.

Il y aura un armistice entre les troupes russes qui font le siège de Sweaborg et la garnison suédoise, dès aujourd'hui jusqu'au 3 de mai, nouveau style, de l'année courante 1808.

Si, à midi dudit 3 mai, la forteresse n'a pas reçu un secours efficace, au moins de cinq vaisseaux de ligne, elle sera remise aux troupes de S. M. l'Empereur de Russie. Bien entendu qu'il faut qu'un tel secours soit effectivement déjà entré, à l'heure marquée, dans le port de Sweaborg, et qu'il sera compté comme non arrivé, quand même il serait à vue de la place.

Le jour après que cette convention sera approuvée par S. Exc. le général commandant en chef, comte de Buxhowden, M. l'amiral de Cronstedt fera évacuer l'île de Longorn, dont la garde sera relevée par une garde russe; les deux jours suivans, c'est-à-dire de 24 heures en 24 heures, il sera fait de même de l'île de Wester-Swartoe, y compris le petit ouvrage (Lowen) sur le rocher y attenant, et de celle de Oster-Lilla-Swartoe.

La garnison qui s'y trouve passera aux grandes îles qui constituent la forteresse, n'emportant que ce qui appartient à un chacun en propre, sans rien détruire ni gêner aux ouvrages, magasins, artillerie ou munitions de guerre, les vivres seuls exceptés, qu'il lui sera libre de retirer.

Des trois îles qui seront garans de cette convention, celle de Longorn sera entièrement cédée aux troupes russes, qui cependant n'y pourront faire avant ledit 3 mai aucun travail du côté opposé à la forteresse. Quant aux deux autres îles, bien qu'occupées par ces mêmes troupes, elles seront rendues, en cas que le secours arrive avant le terme stipulé, exactement dans l'état où elles se trouvent. En attendant, l'hôpital suédois qui y est, restera sous l'inspection de leurs propres officiers de santé et leurs préposés, qui n'auront d'autre communication avec Sweaborg que pour le transport des convalescens, et pour celui des malades qui pourront les remplacer, sans outrepasser le nombre de ceux qui s'y trouvent actuellement. Le moulin et la boulangerie à Wester-Swartoe restent à la disposition de ces mêmes hôpitaux.

Le 3 mai, nouveau style, lors de la reddition de la place, la garnison en sortira avec tous les honneurs de la guerre, aux mêmes conditions pour le cérémonial qui ont été accordées à la garnison de Swarholm.

Midi sonnant dudit jour, l'île de Gustavswerdt aura été évacuée par la garnison suédoise, et sera, à cette même heure, occupée par les troupes russes qui relèveront en même tems la garde de la porte de Wargo, communiquant avec Gustavswerdt; laquelle île de Wargo, de même que celle de Stoo-Oster-Swartoe, seront évacuées dans le reste de la journée, s'il se peut, ou bien, au plus tard, le lendemain, et à mesure que la garnison pourra être transportée par des chaloupes, dans le cas que la glace ne tienne plus. A cause de cette incertitude, on s'arrangera vers l'approche dudit terme sur les mesures les plus adaptées aux circonstances pour le transport le plus prompt et le plus sûr de la garnison sur terre ferme, ainsi que pour la sûreté des ménages, tant de ceux qui restent que de ceux qui seront dans le cas de suivre la garnison.

Chaque individu reste dans la possession de sa propriété. Tout ce qui n'est pas possession particulière restera dans la place, et M. l'amiral s'engage à n'en rien détruire dès ce moment; ni de faire sortir du port, comme étant censé bloqué aussi bien que la forteresse, aucun bâtiment de quelque nature qu'il soit, ni enfin de faire mettre à l'eau les bâtimens qui ne s'y trouvent déjà.

Tous les officiers nés Suédois auront, s'ils le désirent, la permission de s'en retourner en Suède, en engageant leur parole d'honneur de ne pas servir contre la Russie ni contre ses alliés durant toute cette guerre. Les bas-officiers et soldats suédois seront envoyés sous escorte militaire à Wiborg, ou en d'autres endroits non éloignés. Tous ceux qui souhaiteront rester sous la domination de S. M. l'Empereur de Russie prêteront le serment de fidélité, et pourront jouir des avantages que S. M. leur offre par sa proclamation du 17 mars 1808.

Les régimens finois passant au service de S. M. l'Empereur, ne seront point employés contre la Suède ni ses alliés pendant le cours de cette guerre, et jouiront au reste des avantages prononcés par les proclamations promulguées de la part de S. M., et nommément par celle du 17 mars de cette année.

Le régiment d'Adlercreutz, après avoir prêté le serment de fidélité, restera enrégimenté durant la guerre avec les mêmes avantages dont il jouit actuellement. Tout ce qui vient d'être dit au sujet des troupes de terre aura lieu également pour les troupes de la marine. Les officiers civils, et en général tout individu, sont compris sur le même pied dans ces articles.

La forteresse sera remise avec toutes ses appartenances, avec son artillerie, munitions et magasins de toute espèce, ainsi qu'avec tout ce qui tient à la flotte ou à la flotille, dont il ne sera rien gâté ni détruit, dès ce moment, aussi peu que de tout le reste.

La flotille sera rendue, selon son état particulier, à la Suède, après la paix, dans le cas que l'Angleterre rendit également au Danemarck la flotte qu'elle lui a prise, l'année passée.

Les archives de la place, plans et autres papiers concernant la forteresse ou la marine seront fidèlement remis à des officiers nommés pour les recevoir. On se repose sur la parole de M. l'amiral qu'il n'en sera rien détourné.

Il sera donné toute la facilité désirable pour le déménagement des familles. Généralement enfin, dans tout ce qui n'est pas nommément déterminé par cette convention, il sera procédé loyalement de part et d'autre.

Dans le cas qu'à l'arrivée du secours avant le terme stipulé, les îles de Wester-Swartoe et d'Oster-Lilla-Swartoe devraient être évacuées, M. l'amiral s'engage à fournir pour cet effet assez de chaloupes pour que l'évacuation puisse se faire en vingt-quatre heures, pendant lesquelles il n'y aura point d'hostilité entre les troupes russes et la forteresse, avant que celles-là soient arrivées sur le bord.

À l'île de Lonnan devant Sweaborg, ce 25 mars (6 avril) 1808.

Signé, SUCHTELEN, CRONSTEDT.

ANGLETERRE.

Londres, le 14 avril.

Un de nos papiers a publié les réflexions suivantes :

« En supposant que nous puissions absolument nous passer de tous les objets que nous tirons du Continent, ou que nous fussions en état d'y verser une assez grande quantité de nos marchandises pour acquitter la valeur de ce qu'il nous aurait fourni, il faudrait toujours nous pourvoir de sommes considérables, 1° pour les subsides et les expéditions dans l'étranger; 2° pour les fonds à envoyer en Chine et dans l'Inde, envoi qu'une guerre avec l'Amérique multiplierait beaucoup et rendrait fort urgent; 3° pour nos flottes dans la Méditerranée, et pour les garnisons de Malte, Gibraltar, etc.; car l'effet est le même sur le change, soit que le commissaire du bureau de la trésorerie se trouve sur les côtes de Barbarie, soit qu'il soit devant les côtes de France lorsqu'il fait ses traites; 4° pour les arrérages de la dette publique dus à des étrangers et montant annuellement à 700,000 liv. st.; d'après un rapport fait à la chambre des communes, ces arrérages s'élèvent à 630,000 liv. J'ai ajouté les 70,000 liv. restant pour les actions de la Banque et de l'Inde dont le rapport ne parle point; 5° pour les productions des colonies hollandaises, dont la vente se fait ici, et dont le prix appartient à des particuliers résidant en Hollande.

« Le commerce abandonné à lui-même se réglerait toujours sur la balance variable des différens pays entre eux, pourvu que ses pays aient pour signe et moyen de circulation l'or ou l'argent. Si sur le continent le change avec Londres est très-haut, les demandes des produits des manufactures anglaises ou des productions coloniales diminuent; car on peut se procurer ailleurs, à meilleur marché, les objets dont on a besoin; si au contraire le change baisse, ces demandes se renouvellent: ainsi quoique le pays qui jouit des plus grands avantages commerciaux attire à lui la majeure partie de l'or et de l'argent, les contrées les plus pauvres n'en sont pas pour cela totalement privées, et elles trouveront un remède dans le commerce même qui tend naturellement à proportionner la consommation des marchandises étrangères aux moyens de les payer.

Mais quand la force intervient et nous enlève tout d'un coup cinq ou six millions sterling que l'industrie toute seule de nos manufactures nous aurait fourni en la laissant faire, et cela dans le tems que des causes politiques s'opposent d'un autre côté à une diminution de nos besoins extérieurs, diminution qui d'ailleurs ne peut être aussi prompte qu'il serait à désirer, on ne saurait donner trop d'attention aux conséquences qui peuvent s'en suivre d'une pareille secousse, principalement lorsqu'elle est dirigée contre une nation qui se trouve dans la singulière position de renoncer à l'or et l'argent, signe général en circulation, pour un papier qui n'a de valeur que dans l'enceinte de son territoire.

Tant que notre système commercial et financier sera dans un état aussi artificiel et que nous serons dans la nécessité de subvenir à une dépense annuelle de 70 millions sterling, il n'est pas possible que l'or et l'argent, dont la quantité n'a pas augmenté en proportion de la dépréciation de notre monnaie nominale, nous donne des moyens suffisants de circulation.

Mais si dans les pays qui sont dans leur état naturel, la balance du commerce n'a pas besoin de régulateur, il n'en est que plus certain que notre position particulière exige que toutes les questions relatives au commerce soient examinées sous le rapport de la nécessité où nous sommes d'avoir un papier en circulation. A cet égard, les conséquences d'une mesure comme celle qui nous occupe, et qui, dans la plus favorable supposition, doit nous priver de 4 ou 5 millions dans notre balance annuelle avec les autres peuples, méritent l'attention la plus scrupuleuse.

Je n'ai pas besoin de faire remarquer le bouleversement général, la ruine totale de toutes les fortunes individuelles qui seraient les suites de la dépréciation de notre papier, c'est-à-dire, si nous ne pouvions plus nous procurer avec ce papier la quantité réelle de l'argent en circulation du monde entier, représentée nominale par ce papier : or, il me semble que ce péril est plus à redouter qu'en général on ne paraît le croire, et qu'il sera le résultat d'une situation défavorable de nos changes avec l'étranger, si elle est l'effet d'une balance défavorable du commerce. Je m'écarterais trop de mon sujet, si je donnais à l'examen de cette question les développemens que son importance mérite ; mais c'est y rentrer que d'indiquer succinctement un des maux les plus graves auxquels la mesure que nous examinons nous exposerait. (*Les ordres du Conseil, du 11 novembre 1807.*)

La valeur d'un billet de banque réside certainement dans la faculté de se procurer, par son moyen, la quantité d'or et d'argent qu'il représente ; si la loi vous donne le moyen de contraindre à payer en argent la personne de qui ce billet est émané, il n'y a pas lieu d'en craindre la dépréciation ; si vous n'avez pas ce moyen, votre seul espoir est que le commerce étranger attire dans notre pays l'or et l'argent qui sont en circulation chez les autres peuples, ou tout au moins qu'il nous dispense de donner le nôtre pour acquitter nos dettes au-dehors, acquittement pour lequel notre papier ne serait d'aucune ressource ; peu importe, en un mot, si la valeur du billet est obtenue ou par contrainte, ou par la valeur élevée qu'une balance favorable de commerce lui prête. Heureusement pour nous notre pays s'est trouvé dans ce dernier cas depuis que l'obligation de payer le billet en or ou argent a cessé d'exister. Une livre sterling en papier commanderait encore une égale proportion en livres et florins du Continent ; mais si jamais cela cessait, toutes les précautions, toute la confiance imaginable ne pourraient garantir notre papier de dépréciation ; la livre sterling et la livre tournois auraient bientôt la même valeur, si on ne pouvait pas obtenir plus d'or ou d'argent avec l'une qu'avec l'autre.

INTÉRIEUR.

Bayonne, le 5 mai.

LL. MM. le roi et la reine d'Espagne, ont dîné avant-hier au château de Marrac ; elles sont allées déjeuner aujourd'hui avec S. M. l'Impératrice.

Paris, le 8 mai.

M. le sénateur Cabanis est mort vendredi soir à Meulan, d'une attaque d'apoplexie, et à l'âge de 51 ou 52 ans.

DECRETS IMPÉRIAUX.

Règlement sur la police et la discipline des cours d'appel et tribunaux de première instance.

Au Palais impérial de Saint-Cloud, le 30 mars 1808.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, ET PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN ;

Sur le rapport de notre grand-juge ministre de la justice,

Vu l'article 1042 du Code de procédure civile, portant qu'il sera fait, pour la police et discipline des tribunaux, des réglemens d'administration publique,

Notre Conseil-d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Des cours d'appel.

SECTION PREMIÈRE.

Du rang des juges entre eux et pour leur service.

Art. 1^{er}. Le premier président d'une cour d'appel, composée de plusieurs chambres, présidera celle à laquelle il voudra s'attacher ; il présidera les autres chambres au moins une fois par semestre, et quand il le jugera convenable.

2. Lorsque le premier président sera dans le cas d'être suppléé pour des fonctions qui lui sont spécialement attribuées, il sera remplacé par le plus ancien des présidents.

Si la cour n'est pas divisée en plusieurs chambres, le président sera suppléé par le doyen.

3. Le premier président et les présidents seront, en cas d'empêchement, remplacés, pour le service d'audience, par le juge présent, le plus ancien dans l'ordre des nominations.

4. En cas d'empêchement d'un juge, il sera, pour compléter le nombre indispensable, remplacé par un juge d'une autre chambre qui ne tiendrait pas audience, ou qui se trouverait avoir plus de juges que le nombre nécessaire.

5. Il sera fait chaque année un roulement des juges d'une chambre à l'autre, à l'exception du doyen, qui en sera dispensé, et qui restera attaché à la chambre présidée habituellement par le premier président.

Ce roulement aura lieu de telle manière qu'il sorte de chaque chambre la majorité des membres, qui seront répartis dans les autres chambres, le plus également possible, et, encore, de manière que les juges passent successivement dans toutes les chambres.

6. Néanmoins, celui qui aurait été nommé rapporteur dans la chambre dont il serait ensuite sorti par le roulement, reviendra dans cette chambre pour y faire les rapports dont il aurait été chargé.

7. Il sera, en conséquence, dressé deux listes des juges ; l'une de rang, l'autre de service.

La première, formée suivant l'ordre des nominations, établira le rang dans les cérémonies publiques, dans les assemblées de la cour, et même entre les juges se trouvant ensemble dans une même chambre.

La seconde liste sera dressée pour régler l'ordre du service : elle sera renouvelée chaque année dans la huitaine qui précédera les vacances.

8. Chaque juge sera, lors de sa nomination, placé le dernier dans la liste de rang ; il remplacera, sur la liste de service, le juge dont la démission ou le décès a donné lieu à sa nomination.

SECTION II.

De la tenue des audiences.

9. Il sera fait, dans chaque cour d'appel, sur le nombre des audiences nécessaires pour la plus prompte expédition des affaires, un règlement particulier, qui sera soumis à notre approbation.

10. Chaque audience sera au moins de trois heures.

Le tems destiné aux audiences ne devra être employé ni à d'autres fonctions ni aux assemblées générales de la cour.

11. Chaque juge sera tenu, avant l'heure fixée pour l'audience, de se faire inscrire sur le registre de pointe. Ce registre sera, avant de commencer l'audience, arrêté et signé par le président de la chambre, ou par le juge qui le remplacera.

12. Sera aussi soumis à la pointe, comme s'il avait été absent d'une audience, le juge qui ne se rendrait pas à une assemblée générale des membres de la cour, que le premier président pourra convoquer, pour ce qui tient au service intérieur et à la discipline des officiers ministériels.

13. Les droits d'assistance, ainsi qu'ils sont réglés par la loi, n'appartiendront qu'aux membres présens. Néanmoins les absens, pour cause de maladie attestée par un officier de santé, dont le certificat demeurera déposé au greffe, ne perdront point leur droit d'assistance, mais ils ne participeront à aucun accroissement.

14. Les absens, pour quelque autre cause que ce soit, même par congé, si ce n'est pour un service public, ne jouiront point, pendant leur absence, des droits d'assistance, et ne participeront point à ceux qui seront distribués, à raison de l'absence des autres.

L'absent ne pourra s'excuser sur ce que les juges se seraient trouvés en nombre suffisant.

Le juge qui ne se trouvera pas au moment de la signature du registre de pointe, perdra son droit de présence à cette audience, lors même qu'il y aurait assisté.

15. Lorsque l'ouverture n'en aura pas été faite à l'heure prescrite, le président ne pourra être excusé par aucun motif.

Si néanmoins c'était par défaut de juges, il en

dressera un procès-verbal, qui devra être envoyé, par le procureur-général, au grand-juge ministre de la justice.

16. Il sera dressé, au commencement de chaque mois, par le greffier, un procès-verbal de répartition des sommes qui, pour cette cause, seront à distribuer entre ceux qui y auront droit. Ce procès-verbal sera signé et certifié par le premier président et par le procureur-général impérial.

Le greffier tiendra registre de cette comptabilité, qui sera surveillée par le procureur-général.

17. La cour n'accordera de congé, ainsi qu'il est réglé par l'art. 5 de la loi du 27 ventose an 8, que pour cause nécessaire, et qu'autant que l'absence du juge qui le demandera ne fera point manquer le service.

Dans le cas où la demande de congé doit être adressée au grand-juge, on devra également justifier, par un certificat du premier président et du procureur-général, que le service ne souffrira point de l'absence.

SECTION III.

De la Distribution des Causes.

18. Lorsqu'il s'agira d'abréger les délais des assignations, les requêtes seront présentées au premier président, et par lui répondues ; néanmoins les requêtes présentées après la distribution de la cause, et dans le cours de l'instruction, seront répondues par le président de la chambre à laquelle la cause aura été distribuée.

19. Il sera tenu au greffe un registre ou rôle général, coté et paraphé par le premier président, et sur lequel seront inscrites toutes les causes dans l'ordre de leur présentation.

Les avoués seront tenus de faire cette inscription la veille au plus tard du jour où l'on se présentera à l'audience.

Chaque inscription contiendra les noms des parties, ceux de l'avoué, et en marge sera la distribution faite par le premier président.

20. Toutes les citations seront données à l'heure fixée pour la première des audiences, s'il y a plusieurs chambres.

21. Au jour de l'échéance des assignations, l'huissier audientier fera successivement, à l'ouverture de l'audience, l'appel des causes, dans l'ordre de leur placement au rôle général.

Sur cet appel, et à la même audience, seront donnés les défauts, sur les conclusions, signées de l'avoué, qui le requerra, et déposées sur le bureau, en se conformant au Code de procédure.

22. Si les avoués des deux parties se présentent pour poser des qualités, les causes resteront à la chambre qui tiendra l'audience.

Sont exceptées les contestations sur l'état civil des citoyens ; à moins qu'elles ne doivent être décidées à bref délai, ou avec des formes particulières, qui ne comportent pas une instruction solennelle, les prises à parties et les renvois après cassation d'un arrêt, qui seront portées aux audiences solennelles.

Ces audiences se tiendront à la chambre que préside habituellement le premier président, en y appelant la deuxième chambre, dans les cours composées de deux chambres, et alternativement la deuxième et la troisième chambres dans les cours qui se divisent en trois chambres.

23. Chaque jour d'audience, le premier président fera, entre les chambres, la distribution de toutes les autres causes inscrites sur le rôle général.

24. Une heure sera employée dans chaque audience ordinaire pour l'expédition des affaires sommaires.

Il sera extrait pour chaque chambre, sur le rôle général, un rôle particulier des affaires qui lui seront distribuées ou renvoyées.

Ce rôle particulier sera remis au greffier de la chambre qu'il concerne.

25. S'il s'élève des difficultés, soit sur la distribution, soit sur la litispendance ou la connexité, les avoués seront tenus de se retirer devant le premier président, à l'heure ordinaire de la distribution ; il statuera sans forme de procès et sans frais.

26. Les réceptions du premier président, des présidents, des juges, de notre procureur-général, de ses substituts et du greffier, se feront devant la cour, chambres assemblées.

Les réceptions des juges de première instance et de commerce, de nos procureurs impériaux et de leurs substituts, celles des officiers ministériels près la cour, et autres, seront faites à l'audience de la chambre où siège le premier président, ou à l'audience de la chambre des vacances, si ces réceptions se trouvent pendant le tems des vacances.

27. Les homologations d'avis de la chambre de discipline des officiers ministériels seront portées devant la cour entière, lorsqu'ils intéresseront le corps de ces officiers.

SECTION IV.

De l'instruction et du jugement.

28. Le premier jour d'audience de chaque semaine, le président de la chambre fera appeler un certain nombre de causes, dans lesquelles il fera poser les qualités et prendre les conclusions, en indiquant un jour pour plaider.

S'il y a des obstacles à ce que les défenseurs ou l'un d'eux se trouvent au jour indiqué, ils devront en faire sur-le-champ l'observation, et si la cour la trouve fondée, il sera indiqué un autre jour.

Si l'avoué qui poursuit l'audience ne comparait pas, la cause sera retirée du rôle, et il sera responsable de tous dommages et intérêts envers sa partie, s'il y a lieu.

29. Si, au jour indiqué, aucun avoué ne se présente, ou si celui qui se présente, refuse de prendre jugement, la cause sera retirée du rôle, sans que l'on puisse accorder aucune remise, si ce n'est pour cause légitime; auquel cas il sera indiqué un autre jour.

Une cause retirée du rôle par le motif ci-dessus énoncé, ne pourra y être rétablie que sur le vu de l'expédition du jugement de radiation, dont le coût restera à la charge personnelle des avoués, qui seront en outre tenus de tous dommages et intérêts, et auxquels il pourra encore être fait des injonctions suivant les circonstances.

30. Lorsqu'il aura été formé opposition à un arrêt par défaut, la cause reprendra le rang qu'elle occupait au rôle particulier, à moins qu'il ne soit accordé, par le président de la chambre, un jour fixe pour statuer sur les moyens d'opposition.

31. Les causes dans lesquelles il aura été prononcé un arrêt interlocutoire, préparatoire ou d'instruction, seront, après l'instruction faite, jugées dans l'ordre où elles avaient d'abord été placées.

32. Les causes mises en délibéré ou instruites par écrit, seront distribuées par le président de la chambre entre les juges.

33. Dans toutes les causes, les avoués, avant d'être admis à requérir défaut ou à plaider contradictoirement, remettront au greffier de service à l'audience, leurs conclusions motivées, et signées d'eux, avec le numéro du rôle d'audience de la chambre.

Lorsque les avoués changeront les conclusions par eux déposées, ou qu'ils prendront sur le bureau des conclusions nouvelles, ils seront tenus d'en remettre également les copies signées d'eux au greffier qui les portera sur les feuilles d'audience.

34. Lorsque les juges trouveront qu'une cause est suffisamment éclaircie, le président devra faire cesser les plaidoiries.

35. Le président recueillera les opinions après que la discussion sera terminée.

Les juges opineront à leur tour, en commençant par le dernier reçu.

Dans les affaires jugées sur rapport, le rapporteur opinera le premier.

Si différents avis sont ouverts, on ira une seconde fois aux opinions.

36. Le greffier portera sur la feuille d'audience du jour les minutes de chaque jugement, aussitôt qu'il sera rendu; il fera mention en marge des noms des juges et du procureur-général impérial ou de son substitut qui y auront assisté.

Celui qui aura présidé, vérifiera cette feuille à l'issue de l'audience, ou dans les 24 heures, et signera, ainsi que le greffier, chaque minute de jugement, et les mentions faites en marge.

37. Si, par l'effet d'un accident extraordinaire, le président se trouvait dans l'impossibilité de signer la feuille d'audience, elle devra l'être dans les 24 heures suivantes, par le plus ancien des juges ayant assisté à l'audience. Dans le cas où l'impossibilité de signer serait de la part du greffier, il suffira que le président en fasse mention en signant.

38. Si les feuilles d'une ou de plusieurs audiences n'avaient pas été signées dans les délais et ainsi qu'il est dit ci-dessus, il en sera référé à la chambre que tient le premier président, laquelle pourra, suivant les circonstances, et sur les conclusions par écrit de notre procureur-général, autoriser un des juges qui ont concouru à ces jugements, à les signer.

39. Les feuilles d'audience seront de papier de même format, et réunies par année en forme de registre.

SECTION V.

Des Chambres de vacations.

40. Dans les cours d'appel, la chambre des vacations sera composée d'un président et de sept juges.

Si la cour n'est pas divisée en plusieurs chambres, les fonctions de président seront remplies par les deux juges les plus anciens, alternativement.

Si la cour est divisée en deux chambres, le second président et le plus ancien des juges feront alternativement ce service.

Si le nombre des chambres excède celui de deux, le même service sera fait alternativement par les second et troisième présidents.

Le ministère public sera rempli par notre procureur-général, s'il n'a pas de substitut, ou alternativement par notre procureur-général ou par son substitut, ou alternativement par les substituts, s'il y en a plusieurs.

Le premier président fera l'ouverture de la chambre des vacations, et notre procureur-général y assistera.

41. La chambre des vacations sera renouvelée chaque année, de manière que tous les membres de la cour y fassent le service, chacun à leur tour, en commençant par les derniers, dans l'ordre des nominations.

42. En cas d'absence du président, il sera remplacé par celui des juges, le premier inscrit dans l'ordre du tableau, ou, en cas d'empêchement, par celui qui suivra.

A défaut d'un ou de plusieurs juges, il en sera appelé en nombre suffisant parmi ceux qui ne sont pas de vacations.

43. Il y aura un rôle particulier pour la tenue des vacations. Ce rôle sera coté et paraphé par celui qui devra y présider.

Les causes portées en vacations, et qui n'y auront pas été jugées, seront reportées à la chambre à laquelle elles avaient précédemment appartenu; celles qui auraient été portées directement à la chambre des vacations, seront distribuées à la rentrée, par le premier président, en suivant l'ordre des inscriptions au rôle.

44. La chambre des vacations est uniquement chargée des matières sommaires et de celles qui requièrent célérité.

Elle donnera au moins deux audiences par semaine. Les jours en seront indiqués lors de son ouverture.

45. Seront, au surplus, les dispositions du présent règlement exécutées en vacations, dans tous les cas où elles pourront être appliquées.

TITRE II.

Des tribunaux de première instance.

SECTION PREMIERE.

Du rang des juges entre eux et pour le service.

46. Le président d'un tribunal de première instance, composé de plusieurs chambres, présidera celle à laquelle il voudra s'attacher; il présidera les autres chambres quand il le jugera convenable.

47. Lorsque le président sera dans le cas d'être suppléé pour des fonctions qui lui sont spécialement attribuées, il sera remplacé par le plus ancien des vice-présidents.

Si le tribunal n'est pas divisé en plusieurs chambres, le président sera suppléé par le plus ancien des juges.

48. Le président et les vice-présidents seront, en cas d'empêchement, remplacés, pour le service de l'audience, par le juge présent le plus ancien dans l'ordre des nominations.

49. En cas d'empêchement d'un juge, il sera, pour compléter le nombre indispensable, remplacé ou par un juge d'une autre chambre qui ne tiendrait pas audience dans le même tems, ou par un des juges suppléants, en observant, dans tous les cas, et autant que faire se pourra, l'ordre de nomination.

A défaut de suppléants, on appellera un avocat attaché au barreau, et, à son défaut, un avoué, en suivant aussi l'ordre du tableau.

50. Il se fera chaque année un roulement, de manière que tous les juges fassent consécutivement le service de toutes les chambres.

S'il y a plusieurs vice-présidents, ils passeront aussi tous les ans d'une chambre à l'autre.

51. Dans les tribunaux où il n'y a que trois juges, chacun d'eux fera, tour-à-tour, pendant trois mois, les fonctions de directeur du jury.

Dans les tribunaux où il y a plus de trois juges, ces fonctions seront successivement remplies, pendant six mois, du 1^{er} mai au 1^{er} novembre, et du 1^{er} novembre au 1^{er} mai, par chacun des juges autres que les présidents et vice-présidents, et suivant l'ordre des nominations.

Le directeur du jury sera, en cas d'empêchement, remplacé par le juge qui le suivra dans l'ordre du tableau; il ne pourra l'être par un suppléant, qu'à défaut de tous les autres juges.

Le directeur du jury assistera aux audiences de la chambre à laquelle il sera attaché, lorsque ses fonctions le lui permettront.

Les juges sortant du service de directeur du jury au 1^{er} mai, rentreront dans la chambre où le roulement de l'année les a placés.

Ceux sortant du même service au 1^{er} novembre, rentreront dans la chambre où le roulement les placera.

52. Il sera dressé deux listes, l'une de rang et l'autre de service, conformément aux art. 7 et 8 ci-dessus.

SECTION II.

De la tenue des audiences.

53. Les dispositions des art. 10 et suivans, concernant la tenue des audiences, et composant la seconde section du titre I^{er} du présent règlement, seront aussi exécutées dans les tribunaux de première instance.

SECTION III.

De la distribution des affaires.

54. Toutes requêtes à fin d'arrêt ou de revendication de meubles ou marchandises, ou autres mesures d'urgence; celles pour mise en liberté, ou pour obtenir permission d'assigner sur cession de biens ou sur homologation de concordats et délibérations de créanciers, et celles pour assigner à bref délai, en quelque matière que

ce soit, seront présentées au président du tribunal, qui les répondra par son ordonnance, après la communication, s'il y a lieu, au procureur impérial.

Néanmoins, les requêtes présentées après la distribution de la cause, et dans le cours de l'instruction, seront répondues par le vice-président de la chambre à laquelle la cause aura été distribuée.

55. Il sera tenu au greffe un registre ou rôle général, coté et paraphé par le président, sur lequel seront inscrites, dans l'ordre de leur présentation, toutes les causes, en exceptant seulement celles dont est mention aux articles suivans.

Les avoués seront tenus de faire cette inscription la veille, au plus tard, du jour où l'on se présentera.

Chaque inscription contiendra les noms des parties, ceux des avoués, et en marge sera la distribution faite par le président.

56. Dans les tribunaux de première instance, composés de plusieurs chambres, il sera tenu deux autres rôles, dont l'un pour les citations libellées en forme de plaintes et visées par le directeur du jury, et pour les contraventions aux lois et réglemens de police, et l'autre, pour les affaires relatives aux lois forestières, aux droits d'enregistrement, aux loteries, aux droits d'hypothèque, de greffe, et en général aux contributions, le tout en ce qui est de la compétence du tribunal.

Les affaires ci-dessus énoncées seront, par ordre de numéros, portées à la chambre indiquée par le président pour ces sortes d'affaires.

57. Le président du tribunal tiendra l'audience des référés à laquelle seront portés tous référés, pour quelque cause que ce soit.

58. Toutes les autres assignations en matière civile, soit aux délais ordinaires, soit à bref délai, en vertu d'ordonnance, seront données à la chambre où siège habituellement le président.

59. Au jour où l'on se présentera, l'huissier audiencier fera successivement, à l'ouverture de l'audience tenue par le président, l'appel des causes dans l'ordre de leur placement au rôle général.

Sur cet appel, et à la même audience, seront donnés les défauts sur les conclusions signées de l'avoué qui le requerra; et déposée sur le bureau, en se conformant au Code de procédure.

60. Les contestations relatives aux avis de parens, aux interdictions, à l'envoi en possession des biens des absens, à l'autorisation des femmes pour absence ou refus de leurs maris, à la réformation d'erreurs dans les actes de l'état civil et autres de même nature, seront, ainsi que les affaires qui intéresseront le Gouvernement, les communes et les établissemens publics, réservées à la chambre où le président siège habituellement.

Il en sera de même des renvois de référé à l'audience, sauf au président à renvoyer à une autre chambre, s'il y a lieu.

61. Les affaires, autres que celles exceptées par les articles précédens, seront, chaque jour d'audience, distribuées par le président entre les chambres sur le rôle général, de la manière qu'il trouvera le plus convenable pour l'ordre du service et l'accélération des affaires.

Il renverra aussi à chaque chambre les affaires dont elle doit connaître, par motifs de litispendance ou de connexité.

62. Il sera tenu pour chaque chambre, sur le rôle général, un rôle particulier des affaires qui lui auront été distribuées ou renvoyées.

Ce rôle particulier sera remis au greffier de la chambre qu'il concerne.

63. S'il s'élève des difficultés, soit sur la distribution, soit sur la litispendance ou la connexité, les avoués seront tenus de se retirer devant le président à l'heure ordinaire de la distribution; il statuera sans forme de procès et sans frais.

64. Les homologations d'avis des chambres de discipline des officiers ministériels seront portées devant le tribunal entier, lorsqu'elles intéressent le corps de ces officiers.

65. Les prestations de serment qui doivent se faire devant le tribunal de première instance, seront reçues à l'audience de la chambre que tient le président, ou à l'audience de la chambre des vacations, si on se présente pour ces prestations de serment pendant les vacances.

SECTION IV.

De l'instruction et du jugement.

66. Les causes introduites par assignation à bref délai; celles pour déclinatoires, exceptions et réglemens de procédure qui ne tiennent point au fond; celles renvoyées à l'audience en état de référé; celles à fin de mise en liberté, de provision alimentaire ou autres causes de pareille urgence, seront appelées sur simples mémoires, pour être plaidées et jugées sans remise et sans tour de rôle.

Si, par considération extraordinaire, le tribunal croit devoir accorder remise, elle sera ordonnée contradictoirement à jour fixe; et au

jour indiqué, il n'en pourra être accordé une nouvelle.

Aux appels des causes, celles ci-dessus énoncées sont retenues pour être jugées avant celles des affiches.

67. Il sera fait dans l'ordre des causes du rôle particulier de la chambre, et par les soins de celui qui la présidera, des affiches d'un certain nombre de causes.

Chacune de ces affiches sera exposée dans la salle d'audience et au greffe, huit jours avant que les causes soient appelées.

68. Un certain nombre des causes affichées sera appelé le premier jour d'audience de chaque semaine qui suit celle de l'exposition de l'affiche.

69. En cas de non comparution des deux avoués à cet appel, la cause sera retirée du rôle, et l'avoué du demandeur sera responsable envers sa partie de tous dommages et intérêts s'il y a lieu.

Si un seul des avoués se présente, il sera tenu de requérir jugement.

Si les deux avoués sont présents ils seront tenus de poser les qualités et de prendre des conclusions; il leur sera indiqué un jour pour plaider.

S'il y a des obstacles à ce que les avoués ou défenseurs ou l'un d'eux, se trouvent au jour indiqué, ils devront en faire sur-le-champ l'observation, et si le tribunal la trouve fondée, il sera indiqué un autre jour.

70. Les avoués seront tenus, dans les affaires portées aux affiches, de signifier leurs conclusions trois jours au moins avant de se présenter à l'audience, soit pour plaider, soit pour poser les qualités.

71. En toutes causes, les avoués ou défenseurs ne seront admis à plaider contradictoirement ou à prendre leurs conclusions, qu'après que les conclusions respectivement prises, signées des avoués, ont été remises au greffier.

72. S'il est pris des conclusions sur le barreau, l'avoué ou les avoués seront tenus de les remettre, après les avoir signées, au greffier, qui les portera sur les feuilles d'audience.

Les avoués seront tenus d'ajouter à leurs conclusions l'indication de la section où la cause est pendante, et son numéro dans le rôle général.

73. Les dispositions des articles 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37 et 39 du présent règlement, relatives à l'instruction et au jugement dans les cours d'appel, seront aussi observées dans les tribunaux de première instance.

74. Si les feuilles d'une ou de plusieurs audiences n'avaient pas été signées dans les délais, et ainsi qu'il est réglé par les articles 36 et 37 du présent règlement, il en sera référé par le procureur impérial à la cour d'appel devant la chambre que tient le premier président. Cette chambre pourra, suivant les circonstances, et sur les conclusions par écrit de notre procureur-général, autoriser un des juges qui ont concouru à ces jugemens à les signer.

SECTION V.

Des vacations.

75. Dans les tribunaux de première instance, composés de plusieurs chambres, le service, pendant les vacations, se fait chaque année alternativement par le président et le vice-président, ou par l'un des vice-présidents, et par deux des juges qui n'ont point été directeurs du jury dans le cours de l'année, et qui ne sont point et ne doivent point être de service à la section chargée de la police correctionnelle, de manière que tous les juges fassent aussi successivement ce service.

Le directeur du jury n'a point de vacances.

76. Le ministère public sera rempli par notre procureur impérial, s'il n'a pas de substitut, ou alternativement par notre procureur impérial et par son substitut, ou alternativement par les substituts, s'il y en a plusieurs.

77. Le président fera l'ouverture de la chambre des vacations, et notre procureur impérial y assistera.

78. Les articles 42, 43, 44 et 45 du présent règlement, concernant les chambres des vacations des cours d'appel, seront observés dans les tribunaux de première instance.

Néanmoins, la chambre des vacations de première instance à Paris tiendra au moins quatre audiences par semaine.

TITRE III.

Des procureurs-généraux et impériaux.

79. Notre procureur-général en chaque cour d'appel et notre procureur impérial près chaque tribunal de première instance doivent veiller à ce que les lois et réglemens y soient exécutés; et lorsqu'ils auront des observations à faire à cet égard, le premier président de la cour d'appel et le président du tribunal de première instance seront tenus, sur leur demande, de convoquer une assemblée générale.

80. Notre procureur-général en chaque cour sera tenu d'envoyer au grand-juge, en avril et septembre de chaque année, un état contenant, 1° le nombre des causes portées sur le rôle dans

le semestre précédent; 2° le nombre des instances d'ordre entre des créanciers; 3° celui des rapports d'affaires instruites par écrit; 4° le nombre des affaires qui auront été jugées contradictoirement et celui des affaires jugées par défaut; 5° le nombre des affaires restantes à juger; 6° les causes du retard du jugement des affaires arriérées.

Sont réputées arriérées les causes d'audience qui seraient depuis plus de trois mois sur le rôle général, ainsi que les ordres ou procès par écrit qui ne seraient pas vidés dans quatre mois.

81. Nos procureurs impériaux des arrondissements du ressort de chaque cour seront tenus d'adresser, dans les huit premiers jours des mêmes mois, un semblable état à notre procureur-général, qui l'enverra au grand-juge avec ses observations.

82. Le service du ministère public auprès des chambres de nos cours d'appel sera distribué par notre procureur-général entre lui et ses substituts.

Il en est de même pour notre procureur impérial dans les tribunaux de première instance.

83. Dans toutes les causes où il y aura lieu de communiquer au ministère public, les avoués seront tenus de faire cette communication avant l'audience où la cause devra être appelée, et même dans les causes contradictoires, de communiquer trois jours avant celui indiqué pour la plaidoirie.

Ces communications se feront au parquet, dans la demi-heure qui précède ou qui suit l'audience.

Si la communication n'a pas été faite dans le tems ci-dessus, elle ne passera point en taxe.

84. Lorsque celui qui remplit le ministère public ne portera pas la parole sur-le-champ, il ne pourra demander qu'un seul délai, et il en sera fait mention sur la feuille d'audience.

85. Dans les procès dont l'instruction est par écrit, le juge rapporteur devra veiller à ce que les communications au ministère public soient faites assez à tems pour que le jugement ne soit pas retardé.

86. Notre procureur-général ou impérial, ou son substitut, après avoir pris communication des pièces, les fera remettre, dans le plus bref délai, au rapporteur, quand il les aura pris de ses mains, sinon au greffe.

87. Le ministère public une fois entendu, aucune partie ne peut obtenir la parole après lui, mais seulement remettre sur-le-champ de simples notes, comme il est dit à l'article 111 du Code de procédure.

88. Notre procureur-général ou impérial, ni ses substituts n'assisteront point aux délibérations des juges, lorsqu'ils se retireront à la chambre du conseil pour les jugemens; mais ils seront appelés à toutes les délibérations qui regardent l'ordre et le service intérieur; ils auront le droit de faire inscrire sur les registres de la cour ou du tribunal les réquisitions qu'ils jugeront à propos de faire sur cette matière.

89. Nos procureurs-généraux ou impériaux et leurs substituts sont soumis à la pointe de la même manière que les juges, lorsqu'ils seront remplacés par un juge.

TITRE IV.

Des greffiers.

90. Les greffes de nos cours d'appel et ceux de nos tribunaux de première instance seront ouverts tous les jours, excepté les dimanches et fêtes, aux heures réglées par la cour ou par le tribunal de première instance, de manière néanmoins, qu'il soit ouvert au moins huit heures par jour.

91. Le greffier ou l'un de ses commis assermenté tiendra la plume aux audiences depuis leur ouverture jusqu'à ce qu'elles soient terminées.

Le greffier en chef assistera aux audiences solennelles et aux assemblées générales.

92. Le greffier est chargé de tenir dans le meilleur ordre les rôles et les différens registres qui sont prescrits par le Code de procédure, et celui des délibérations du tribunal.

93. Il conservera avec soin les collections des lois et autres ouvrages à l'usage de la cour ou du tribunal. Il veillera à la garde des pièces qui lui sont confiées et de tous les papiers du greffe.

TITRE V.

Des Huissiers.

94. Nos tribunaux de première instance désigneront pour le service intérieur ceux de leurs huissiers qu'ils jugeront les plus dignes de leur confiance.

95. Les huissiers audienciers de nos cours et de nos tribunaux de première instance feront tour à tour le service intérieur, tant aux audiences qu'aux assemblées générales ou particulières, aux enquêtes et autres commissions.

96. Les huissiers qui seront de service, se rendront au lieu des séances, une heure avant l'ouverture de l'audience; ils prendront au greffe l'extrait des causes qu'ils doivent appeler.

Ils veilleront à ce que personne ne s'introduise à la chambre du conseil sans s'être fait annoncer, à

l'exception des membres de la cour ou du tribunal.

Ils maintiendront, sous les ordres des présidents, la police des audiences.

97. Les huissiers audienciers auront près la cour ou le tribunal une chambre ou un banc où se déposeront les actes et pièces qui se noieront d'avoué à avoué.

98. Les émolumens des appels, des causes et des significations d'avoué à avoué, se partageront également entre eux.

99. Les huissiers désignés par le premier président de la cour, ou par le président du tribunal de première instance, assisteront aux cérémonies publiques, et marcheront en avant des membres de la cour ou du tribunal.

TITRE VI.

Dispositions générales.

100. Les présidents, les juges, tant de nos cours d'appel que de première instance, nos procureurs-généraux et impériaux et leurs substituts, les greffiers et leurs commis de service aux audiences, seront tenus de résider dans la ville où est établi la cour ou le tribunal. Le défaut de résidence sera considéré comme absence.

101. Tous les ans, à la rentrée de nos cours d'appel, chambres réunies, il sera fait, par notre procureur-général, un discours sur l'observation des lois et le maintien de la discipline.

102. Les officiers ministériels qui seront en contravention aux lois et réglemens, pourront, suivant la gravité des circonstances, être punis par des injonctions d'être plus exacts ou circonspects, par des défenses de récidiver, par des condamnations de dépens en leur nom personnel, par des suspensions à tems; l'impression et même l'affiche des jugemens à leurs frais pourront aussi être ordonnées, et leur destitution pourra être provoquée, s'il y a lieu.

103. Dans les cours et dans les tribunaux de première instance, chaque chambre connaîtra des fautes de discipline qui auraient été commises ou découvertes à son audience.

Les mesures de discipline à prendre sur les plaintes des particuliers ou sur les réquisitoires du ministère public, pour cause des faits qui ne se seraient point passés, ou qui n'auraient pas été découverts à l'audience, seront arrêtées en assemblée générale, à la chambre du conseil, après avoir appelé l'individu inculpé. Ces mesures ne seront pas sujettes à l'appel, ni au recours en cassation, sauf le cas où la suspension serait l'effet d'une condamnation prononcée en jugement.

Le procureur-général impérial rendra compte de tous les actes de discipline au grand-juge, en lui transmettant les arrêtés, avec ses observations, afin qu'il puisse être statué sur les réclamations, ou que la destitution soit prononcée, s'il y a lieu.

104. Notre procureur impérial en chaque tribunal de première instance, sera tenu de rendre, sans délai, un pareil compte à notre procureur-général en la cour du ressort, afin que ce dernier l'adresse au grand-juge avec ses observations.

105. Les avocats, les avoués et les greffiers porteront dans toutes leurs fonctions, soit à l'audience, soit au parquet, soit aux comparutions et aux séances particulières, devant les commissaires, le costume prescrit.

106. Les réglemens de discipline particuliers à aucunes de nos cours ou tribunaux, continueront d'être exécutés en ce qu'ils n'auraient rien de contraire au présent.

107. Notre grand-juge, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé, NAPOLEON.

Par l'Empereur,

Le ministre secrétaire d'Etat, signé, H. B. MARET.

SPECTACLES.

Académie impériale de Musique. Aujourd'hui, Relâche. — Demain, les Prétendus; et les Amours d'Antoine et de Cléopâtre.

Théâtre-Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, le Vieux Célibataire, et la Mère jalouse.

Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois. Par l'Opéra-Comique, le Nozze di Figaro.

Salle Olympique. Demain mardi, Concert de M^{me} Giacomelli.

Ambigu-Comique, boulevard du Temple. Auj. l'Homme à trois visages, et la Fille de la Nature.

Cirque Olympique de MM. Franconi fils. Auj. Grands exercices d'équitation, la scène du Tailleur gascon, et les Français en Pologne.

Sal'e Mon'ansier, Palais-Royal. Aujourd'hui, danse sur la corde tendue, et exercices extraordinaires des Chiens et Singes savans. Trois scènes nouvelles, par des singes et chiens nouveaux.

Tivoli, Chaussée-d'Antin, rue Saint-Lazare. Auj. Divert. champêtre. — Le jardin est ouvert tous les jours, depuis 5 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir. Il y a un bon restaurateur. — Prix d'entrée, 1 fr.